# APPEL de la CGT à la mobilisation des agents le 21 janvier 2010
# Pour la défense des missions de service public

**Une autre logique est possible que celle de :**

- **l'abandon des missions de l'Etat**
- **la dégradation des conditions de travail**
- **la baisse du pouvoir d'achat**

## TOUS CONCERNÉS !

**Les réformes, réorganisations, restructurations touchent l'ensemble des personnels et la RGPP 2 suivrait la RGPP 1…**

**Réduire les déficits et la dette publique par la ponction des dépenses utiles aux services publics et à la cohésion sociale est économiquement inefficace et injuste socialement. Ce n'est pas au personnel de payer la crise financière et sociale engendré par le système capitaliste. Le budget 2010 entérine à nouveau la baisse des emplois et des économies sur tous les moyens de fonctionnement de nos services y compris pour la rémunération et sur les crédits d'action sociale.**

**Promouvoir la place, les missions et le développement des services publics afin de répondre aux besoins sociaux, voilà ce que la CGT pense et propose.**

**De précédentes grandes mobilisations ont permis de contrarier les projets de démantèlement complet du ministère, il faut continuer !**

la cgt
équipement
environnement

Directions interrégionales de la mer (DIRM), sans concertation au 1er janvier 2010

Directions départementales interministérielles (DDI) au 1er janvier 2010.

Manque de moyens dans les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Un cadrage national imposé aux personnels des DIR aggravant leurs conditions sociales et de travail.

Transfert des Parcs de l'équipement aux conseils généraux à partir du 1er janvier 2010 dans des conditions d'incertitudes inacceptables pour les agents.

Création d'un Service à Compétence Nationale Informatique. Restructuration des CETE, et changement de statut, mise en concurrence entre services, privatisation et abandon des missions du RST.

**Réformes, Réorganisations, Restructurations.**

**ÇA SUFFIT!**

**Les personnels en ont marre !**

**LE SERVICE PUBLIC ET LES AGENTS DU MEEDDM SONT EN DANGER !**

Nouvelles réorganisations en Administration Centrale Suppression de bureaux (paye et pensions), rattachement possible de la DSCR au ministère de l'intérieur.

La privatisation de tronçons entiers de routes nationales se met en place avec le recours à la concession, au partenariat public-privé.

Installation de plates-formes RH dans les régions
Modifications dans la gestion de l'emploi public.

Projet de création d'un opérateur public du réseau routier national (à la place des DIR).
Réforme de VNF.
Changement de statut de la DGAC et du contrôle aérien.
Transfert au MINDEF des bases aériennes militaires.

# RGPP 2ème vague

## La planète est en danger ! Notre ministère aussi !

La CGT s'oppose à la politique menée aujourd'hui. Elle cause désorganisation et perte d'efficacité et se traduit par la suppression de nombreuses missions publiques comme l'ingénierie publique concurrentielle ou les menaces contre l'assistance technique aux collectivités territoriales et les emplois qui leur sont liés.

La CGT est pour la mise en place d'un maillage de services publics avec l'application sur tout le territoire d'une même politique ministérielle.

# La SOUFFRANCE AU TRAVAIL se généralise dans les services

Le quotidien des agents des DDI va dépendre d'une « gestion de proximité » avec un rôle central des directeurs départementaux. Mais si nous laissons faire, c'est une nouvelle gestion managériale par objectifs inspirée des modèles du privé qui se généralise dans la fonction publique, alors que les moyens manquent pour accomplir les missions. Les agents sont progressivement dépossédés de leurs droits. L'entrée en vigueur des textes d'application de la loi « mobilité » et la généralisation des primes aux résultats tiennent lieu « d'accompagnement social ».

**La CGT demande le retrait de la loi Mobilité et s'oppose à la PFR.**

**Elle dénonce la remise en cause de la RTT.**

Les conditions de travail se dégradent : mépris des agents, effectifs insuffisants, recours à des personnels précaires, délocalisations, stress et souffrance au travail, suicides, accidents de travail mortels. Chaque poste vacant, c'est plus de travail pour les collègues. Les pertes d'emploi d'aujourd'hui entraînent les souffrances de demain.

**La CGT demande l'ouverture de négociations pour répondre aux revendications catégorielles des personnels, sur les statuts, les conditions de travail, l'action sociale.**

**Elle demande un moratoire sur les suppressions d'emplois et des effectifs supplémentaires.**

# Nous avons droit à de bonnes conditions de travail !

**Suicides**

**Accidents de service**

**Précarisation de l'emploi accentuée. Par exemple 157 CDD en administration centrale dont 102 assurent des tâches pérennes. Il est nécessaire de procéder à des recrutements statutaires permanents**

## Un POUVOIR D'ACHAT dégradé

**L'Etat peut trouver les moyens de payer correctement ses salariés !**

**La CGT revendique la fixation du SMIC à 1 600 euros bruts et un début de carrière dans la grille par niveaux de recrutement suivant :**

**CAP/BEP : 1,2 SMIC soit 1 920 euros bruts**

**BAC : 1,4 SMIC soit 2 240 euros bruts**

**BAC + 2 : 1,6 SMIC soit 2 560 euros bruts**

**BAC + 3/4 : 1,8 SMIC soit 2 888 euros bruts**

**BAC + 5 : 2 SMIC soit 3 200 euros bruts**

**BAC + 8 : 2,3 SMIC soit 3 680 euros bruts**

## Un DIALOGUE SOCIAL inexistant

**Les représentants des personnels doivent être entendus et les droits syndicaux pérennisés!**

Vos représentants aux comités techniques paritaires ministériel et locaux vous alertent, vous informent, déposent des amendements, des vœux sur les projets de textes, les moyens et les effectifs : ils sont ignorés ! Devant ce refus de concertation, **la CGT et les syndicats siégeant au CTPM ont décidé de refuser de siéger dans les CTP et leurs réunions préparatoires jusqu'à nouvel ordre**.

**Le gouvernement veut accélérer le pas sur la réforme de l'Etat et des Collectivités, sur les retraites.**
**Il ne veut pas répondre aux attentes des salariés pour le pouvoir d'achat et l'emploi.**

**La CGT appelle les personnels à se réunir sans tarder en assemblées générales et à participer à la mobilisation.**
**Elle appelle à faire du**

# 21 janvier 2010

**dans l'unité la plus large, une grande journée de grève au MEEDDM et dans la fonction publique.**

**Pour une mobilisation continue et dans la durée :**

# TOUS EN GRÈVE LE 21 JANVIER !